Document generated on 10/11/2024 10:21 p.m.

Urban History Review
Revue d'histoire urbaine

Germain, A. et R. Hamel, éd. *Aménagement et pouvoir local.* Sillery : Les Presses de l'Université du Québec, « Cahiers de l'ACFAS », no 31, 1985. 188 p. 10 00 $

Marcel Gaudreau

Volume 15, Number 2, October 1986

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1018627ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1018627ar

See table of contents

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)
1918-5138 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Gaudreau, M. (1986). Review of [Germain, A. et R. Hamel, éd. *Aménagement et pouvoir local.* Sillery : Les Presses de l'Université du Québec, « Cahiers de l'ACFAS », no 31, 1985. 188 p. 10 00 $]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, *15*(2), 209–210. https://doi.org/10.7202/1018627ar

All Rights Reserved © Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 1986

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Germain, A. et P. Hamel, éd. *Aménagement et pouvoir local.* Sillery : Les Presses de l'Université du Québec, «Cahiers de l'ACFAS», no 31, 1985. 188 p. 10 00 $.

Cet ouvrage consigne les actes du premier colloque de la section aménagement et urbanisme de l'ACFAS, tenu à Québec les 9 et 10 mai 1984. On sait que la loi 125 sur l'aménagement et l'urbanisme, adoptée en 1979, instituait un palier supra-municipal décentralisé, les municipalités régionales de comté (MRC), dont la fonction première était la préparation d'un schéma d'aménagement. Les conférenciers devaient débattre de la question suivante : depuis l'adoption de la loi, les termes de la question du pouvoir local et de l'aménagement ont-ils évolué, sont-ils aujourd'hui différents ? Plus précisément, «Les enjeux de l'aménagement se posent-ils aujourd'hui en termes de pouvoir local ?»

L'ouvrage rassemble les textes de neuf conférenciers, répartis également entre les trois parties. La 1ère partie est consacrée à l'évolution du pouvoir local en milieu urbain. Dans la 2e et 3e partie on s'interroge surtout sur les conditions politico-institutionnelles de l'aménagement.

À tout seigneur tout honneur ! La première communication porte sur Montréal, la seule ville millionnaire au Canada. J. Léveillée *et al.* y présentent le «réveil» montréalais devant la stagnation/décroissance qui touche la ville depuis déjà plus d'une décennie. Alors que se précisait une remise en question du statut métropolitain de Montréal et se confirmait le retrait du leadership gouvernemental dans l'agglomération montréalaise, les années soixante-dix apparaissent, en contrepartie, comme une période suscitant une effervescence nouvelle chez les leaders économiques et politiques montréalais. La Chambre de Commerce de Montréal est présentée comme le seul groupe économique (avec le Montreal Board of Trade qui s'est associé à lui au sein du Comité de promotion économique de Montréal) à avoir développé une sensibilité accordée à la situation des années soixante-dix (p. 16). Sur le plan politique, le «gouvernement» montréalais aurait pris la relève en se donnant de nouvelles structures d'intervention et en lançant divers programmes visant la relance économique et la revitalisation de la ville traditionnelle. Mais les auteurs n'en concluent pas pour autant à la constitution d'une union sacrée du leadership montréalais.

Les enjeux locaux et les stratégies municipales font également l'objet du deuxième article (R. Morin) mais cette fois en relation avec le problème plus spécifique de la revitalisation des quartiers anciens à Montréal et à Sherbrooke. Même si les enjeux en cause (fiscalité, poids de la ville centrale par rapport aux banlieues) révèlent des tendances générales, ils se particularisent d'un «champ local» à un autre. D'où, l'importance de prendre en compte la «scène locale» et le jeu des pouvoirs qui s'y exercent mais sans ignorer la scène nationale où s'élaborent les programmes de l'État.

Dans le dernier article de cette partie, C. Andrew et A. Guimont s'interrogent sur les transformations en dix ans des enjeux du pouvoir local en aménagement, à partir de l'étude du cas de Gatineau (ville située dans la même agglomération que les auteurs avaient déjà étudiée en 1981). Qu'est-ce qui se passe quand les conditions économiques changent (stagnation et reprise) ? L'enjeu semble être toujours le même, soit l'appropriation privée des éléments structurants de l'espace urbain. La différence serait que maintenant les planificateurs et de plus en plus les élus mettent de l'avant les intérêts des grandes corporations (au nom de la rationalité urbaine) alors qu'auparavant, l'État local était plus exclusivement au service de la petite bourgeoisie foncière locale. Compte tenu de l'intérêt de cette thèse, on peut regretter que la perspective adoptée soit monographique et non pas comparative.

La deuxième partie de l'ouvrage traite de la question du pouvoir local dans le contexte du développement régional. Dans le premier article J. Luneau (dirigé par G. Fortin) analyse les mémoires du monde municipal présentés lors de la consultation sur le document gouvernemental «Le choix des régions», une esquisse de politique de développement régional au Québec publiée en 1983. L'analyse fait ressortir les différences de points de vue entre les deux porte-parole du monde municipal, l'Union des municipalités du Québec (UMQ), qui réprésente surtout les municipalités urbaines et l'Union des municipalités régionales de comté du Québec (UMRCQ) qui agit surtout comme porte-parole des municipalités rurales. L'UMQ est contre l'accroissement du rôle des MRC en matière de développement régional et contre la structuration de la concertation régionale; elle souhaite que le rôle des MRC se limite à l'aménagement. L'UMRCQ, de son côté, accueille bien les propositions visant à concilier l'aménagement et le développement; mais la consultation au niveau de la grande région est refusée et est ramenée au niveau de la MRC, la concertation régionale devant se réaliser à travers les échanges inter-MRC. Les questions entourant plus spécifiquement le rôle futur des MRC sont abordées de façon pertinente en tenant compte d'une typologie des MRC.

Dans un deuxième article, J. Désy et J.-Y. Klein analysent les effets de la loi 125 sur la transformation des rapports de pouvoir tant à l'intérieur de l'État que sur la scène régionale. Les auteurs défendent l'hypothèse que les MRC mettent en place un processus qui conduira à généraliser, à tout le territoire du Québec, le type de gestion sociale véhiculé par le gouvernement provincial depuis la révolution tranquille. Leur démonstration est élaborée à partir du postulat qu'au Québec l'État central et l'État territorial (décentralisé) ont suivi une évolution différente. Le discours moderniste du gouvernement sur la gestion du territoire n'aurait pas imprégné complètement les municipalités locales, lieux d'expression des élites issues de l'ancien bloc socio-historique, ancré dans le monde rural. Or, les MRC constitueraient la

pièce maîtresse de la pénétration dans l'État territorial de la logique dominante de l'État central.

Enfin, le troisième article de cette partie (A.G. Gagnon) analyse, à la lumière de l'expérience de l'Est du Québec, l'évolution des relations de pouvoirs entre les forces traditionnelles (notables), les forces vives (groupes populaires) et les forces nouvelles (technobureaucrates). On y voit que les lieux de pouvoir varient selon qu'il est impératif ou non de compter sur certains secteurs plutôt que sur d'autres.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage tente de répondre à la question de l'opportunité de poser les enjeux de l'aménagement en termes de pouvoir local. Chacun des trois articles aborde spécifiquement certains aspects du projet gouvernemental de décentralisation au Québec. Dans le premier article, R. Bissonnette montre comment l'élite municipale rurale s'y prend pour se rapprocher du gouvernement et conserver du pouvoir sur l'échiquier régional nouveau : en troquant le discours nationaliste désuet contre une perspective issue de la pensée technocratique qui prévaut depuis 1960 (p. 156). L'UMRCQ opte vigoureusement en faveur de la MRC : elle s'oppose à la création d'une nouvelle instance régionale et considère que l'aménagement du territoire aboutit logiquement au développement, à la concertation et à la décentralisation (p. 158).

Dans l'article suivant, B. Sokoloff démystifie l'approche gouvernementale. L'auteure considère «Le choix des régions» comme tout simplement une nouvelle stratégie du gouvernement face au pouvoir local que révèle le déplacement du discours gouvernemental vers le développement. Ce que le gouvernement chercherait à mettre en place ce sont des relais hiérarchiques de ses politiques, des lieux de gestion plutôt que des lieux de décision.

Le dernier article (E. Gauthier et M.-O. Trépanier) aborde la question d'un point de vue original, inspiré par les travaux d'Yves Barel sur les rapport dialectiques entre le local et le global et plus spécifiquement sur sa réflexion autour du concept de paradoxe. En appliquant cette approche à la loi 125 les auteures découvrent l'ambiguité et les paradoxes du projet gouvernemental. Ce compromis paradoxal crée une situation par laquelle on choisit sans choisir (p. 181). En se tournant du côté du local, les auteurs reconnaissent au départ, que la «réalité» même du local est paradoxale; il est à la fois global et local. La problématique du local et du global se poserait alors en termes de circulation du sens entre les deux et c'est ce qui aujourd'hui fait problème. C'est à résoudre ce problème que s'emploient les nouvelles stratégies paradoxales tant du central que du local.

Somme toute, les textes réunis dans cet ouvrage constituent dans l'ensemble une suite de réflexions portant davantage sur le cadre institutionnel décentralisé que sur l'aménagement même. En effet, à l'exception de la première partie où les questions d'aménagement sont plus présentes, les perspectives adoptées se situent dans un courant de pensée qui a plutôt tendance à privilégier les relations de pouvoir au détriment des enjeux concrets, quotidiens, que les différentes instances de l'État ont à planifier et à gérer. En ce sens, il serait beaucoup plus juste de définir l'objet principal de cet ouvrage comme étant les enjeux posés par le projet de décentralisation tant pour le pouvoir central que pour le pouvoir local. Et c'est à ce niveau qu'il offre tout son intérêt. On pourrait soulever, enfin, l'inconvénient que pose cette formule de recueil de textes qui laisse au lecteur le soin de faire l'intégration des différentes réflexions. En effet, le fil conducteur que tente de reprendre les présentations de chaque partie n'est pas clairement posé et n'est pas toujours évident au niveau de chaque communication. Mais, il ne fait aucun doute que la publication de ces communications arrive à point nommé et constitue une contribution particulièrement utile dans le débat actuel sur la décentralisation.

Marcel Gaudreau
INRS-Urbanisation
Université du Québec

Wood, B. Anne. *Idealism Transformed: The Making of a Progressive Educator.* Kingston and Montreal: McGill-Queen's University Press, 1985. Pp. xiv, 232.

Various questions are begged in the obscure title and evasive content of this book. One answer is that idealism was transformed into "its opposite, pragmatism." Another answer is that the educator in question is John Harold Putnam, longtime Ottawa school inspector and a major author of the well-known 1925 survey of British Columbia schools. B. Anne Wood of the Department of Education at Dalhousie University has traced the educational thoughts and career of Putnam during his tenure as inspector from 1910 to 1937. Wood examines Putnam's philosophical development in terms of the progressive movement in Canada and the United States. In this view, Putnam was at the forefront of thinking in Canada with the result that the Ottawa public schools received widespread praise for their "progressiveness" especially in the post-World War I period. The central theme of the book concerns Wood's perception that the moral and humanist thrust of early progressivism turned into an insensitive pursuit of efficient bureaucratic procedures. This "transformation" is seen as an internal intellectual development in which Putnam played a leading role on the Canadian stage.

Idealism Transformed is clearly out of tune with recent educational historiography but this divergence could have been the book's strength. For the past twenty years, historians of education have generally turned away from the Great Men to focus on mass behaviour and popular ideas. Such